

mogen hun activiteiten in het Waalse Gewest blijven uitoefenen na de inkrachttreding van onderhavig decreet, tot dat een beslissing genomen wordt over hun aanvraag om erkenning, op voorwaarde dat zij ingediend wordt binnen zes maanden na de inkrachttreding van onderhavig decreet en dat zij de bewijsstukken leveren tot staving dat zij de nieuwe erkenningsvoorwaarden vervullen.

Art. 15. De Executieve bepaalt de datum van inkrachttreding van onderhavig decreet.

Kondigen onderhavig decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 27 juni 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

F. 91 — 2441

[C—27179]

25 OCTOBRE 1990 — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, et notamment l'article 16;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 13 juillet 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par « Administration » la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Les personnes physiques ou morales, de droit public ou de droit privé qui déversent uniquement des eaux usées autres qu'industrielles, à l'exclusion des eaux usées agricoles qui peuvent leur être assimilées, et qui épurent elles-mêmes la totalité des eaux usées autres qu'industrielles qu'elles déversent, dans les conditions et selon les règles techniques définies ci-après, peuvent introduire une demande de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles.

La demande de restitution de la taxe doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'Administration dans un délai de six mois à partir de l'envoi de l'avis de paiement de la taxe.

La demande contient :

1° une déclaration sur l'honneur conforme au modèle reproduit dans l'annexe 1 du présent arrêté; la déclaration comprend une description de l'installation d'épuration ainsi que les éléments nécessaires à l'évaluation de la charge polluante;

2° l'original ou une photocopie certifiée conforme par le demandeur :

- de la facture du distributeur d'eau mentionnant le montant de la taxe,
- d'un document attestant le paiement de la taxe.

Art. 3. En cas de décision favorable, l'Administration notifie sa décision, comportant un numéro d'ordre, au demandeur, dans un délai de trois mois à partir de la réception de la demande de restitution.

Toute décision défavorable est motivée et notifiée au demandeur dans un délai de six mois à partir de la réception de la demande de restitution.

Le demandeur à qui une décision favorable a été notifiée bénéficie de la restitution des taxes ultérieures sur base d'une demande contenant une déclaration sur l'honneur simplifiée conforme au modèle reproduit dans l'annexe 1 au présent arrêté et faisant référence au numéro d'ordre de la décision favorable initiale. Il est toutefois tenu d'introduire une nouvelle demande complète de restitution selon la procédure décrite à l'article 2 en cas de modification soit de l'installation, soit de la nature ou du débit ou de la charge polluante des eaux usées produites.

Art. 4. Les eaux usées autres qu'industrielles sont classées en trois catégories nécessitant chacune un traitement particulier :

1^o catégorie A : les eaux provenant d'installations sanitaires telles que W.C. et urinoirs;

2^o catégorie B : les eaux de cuisine, de lessive et de nettoyage de locaux;

3^o catégorie C : les eaux de lavage ou de ruissellement ayant été en contact avec des huiles ou carburants et contenant éventuellement des boues en suspension.

Art. 5. Pour justifier la restitution de la taxe :

1^o les eaux de la catégorie A doivent soit être prétraitées dans une fosse septique ou une fosse de décantation avant d'être épurées dans un filtre bactérien aérobie ou anaérobie, soit être traitées dans une installation intégrée à biomasse fixe ou en suspension;

2^o les eaux de la catégorie B chargées en graisses doivent, avant d'être traitées comme les eaux de la catégorie A, être épurées dans un séparateur de graisses ou bac dégraisseur auquel est adjoint en amont un séparateur de boues ou de déchets lourds lorsque ces eaux contiennent ces dernières substances;

3^o les eaux de la catégorie C doivent, avant rejet, être épurées dans un séparateur pour liquides légers auquel est adjoint en amont un déboureur.

Art. 6. Les divers éléments de l'installation de traitement des eaux usées ne peuvent recevoir que les eaux qui leur sont destinées, conformément aux filières de traitement décrites à l'article 5.

Les divers éléments de l'installation doivent être conformes aux dispositions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté.

La construction et l'installation de ces éléments doivent être réalisées suivant les règles de l'art.

Les divers éléments doivent être vidangés et entretenus de manière à assurer à tout moment un fonctionnement optimal de l'installation.

Art. 7. § 1er. Le Ministre désigne les fonctionnaires et agents techniques habilités à contrôler sur place que les eaux usées autres qu'industrielles des demandeurs sont épurées dans les conditions et selon les règles définies dans le présent arrêté. Toute demande de restitution de la taxe entraîne de la part de celui qui l'introduit l'acceptation d'un tel contrôle.

§ 2. Le demandeur à qui une décision défavorable a été notifiée à la suite d'un contrôle peut introduire ultérieurement une nouvelle demande de restitution selon la procédure décrite à l'article 2. En outre, il doit joindre à cette demande le résultat de l'analyse de ses eaux usées autres qu'industrielles épurées, effectuée à ses frais par un laboratoire agréé en application du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface, article 67 § 1er, et de l'article 19 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 octobre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre des Finances, du Budget et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Annexe 1

DEMANDE DE RESTITUTION DE LA TAXE MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné,

— s'il s'agit d'une personne physique

Nom : Prénoms :

Adresse du domicile (pour la correspondance) :
.....

Téléphone :

Adresse du lieu du raccordement à la distribution d'eau :
.....

Téléphone :

N° de compte financier (1) :

Titulaire du compte (1) :

(1) En l'absence de renseignements, la taxe sera restituée par assignation postale.

— s'il s'agit d'une personne morale :

Raison sociale ou dénomination :

Adresse du siège social ou d'exploitation (pour la correspondance) :

Téléphone :

Adresse du lieu du raccordement à la distribution d'eau :

Téléphone :

N° de compte financier :

demande la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles

— Montant de la taxe :

— Distributeur d'eau :

— Période concernée de prélèvement à la distribution publique :

du au

*
*
*

Je joins en annexe l'original ou une photocopie certifiée conforme de l'avis de paiement du distributeur d'eau mentionnant le montant de la taxe et d'un document attestant le paiement de la taxe.

*
*
*

Je déclare sur l'honneur que :

— seules sont déversées des eaux usées domestiques, telles que définies par l'article 1er 8° du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques (2);

— l'ensemble des eaux usées autres qu'industrielles déversées fait l'objet d'un traitement;

— les données ci-dessous relatives à l'installation de traitement, à la nature, au débit et à la charge polluante des eaux déversées sont conformes à la réalité et n'ont pas subi de modification durant toute la période de prélèvement d'eau ayant servi de base au calcul de la taxe;

— les éléments de l'installation ont été construits et placés suivant les règles de l'art, font l'objet d'une vidange et d'un entretien de nature à leur assurer un fonctionnement optimal.

*
*
*

J'autorise les fonctionnaires et agents techniques habilités à contrôler sur place l'authenticité de ma déclaration.

Partie A - A remplir uniquement en cas de déclaration complète

1) Nombre d'équivalents-habitants (3)

1° si le lieu raccordé est une habitation :

nombre maximum d'occupants y résidant au même moment : charge polluante = nombre maximum d'occupants = équivalent(s)-habitant(s)

2° si les raccordements intéressent un groupe d'habitations dont les eaux usées autres qu'industrielles sont traitées dans une même installation :

nombre maximum d'occupants y résidant au même moment : charge polluante = nombre maximum d'occupants = équivalents-habitants.

(la déclaration sur l'honneur doit, dans ce cas, comporter en outre et in fine l'identité, la fonction, l'adresse et le visa du responsable de l'installation).

(2) Les eaux usées domestiques, telles que définies par l'article 1er 8° du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, sont :

a) les eaux qui ne contiennent que :

— des eaux provenant d'installations sanitaires;

— des eaux de cuisine;

— des eaux provenant du nettoyage de bâtiments, tels qu'habitations, bureaux, locaux où est exercé un commerce de gros ou de détail, salles de spectacle, casernes, campings, prisons, établissements d'enseignement avec ou sans internat, hôpitaux, cliniques et autres établissements où des malades non contagieux sont hébergés et reçoivent des soins, bassins de natation, hôtels, restaurants, débits de boissons, salons de coiffure;

— des eaux de lessive à domicile;

— des eaux de lavage des cycles non pourvus de moteurs et des cyclomoteurs;

— des eaux de lavage de moins de dix véhicules à moteur et de leurs remorques par jour à l'exception des véhicules sur rail;

— ainsi que, le cas échéant, des eaux de pluie;

b) les eaux usées provenant des établissements de lavage de linge dont les machines sont utilisées exclusivement par la clientèle;

c) les eaux usées provenant d'usines, d'ateliers, dépôts et laboratoires occupant moins de sept personnes, sauf si l'autorité compétente pour l'octroi de l'autorisation de déversement estime que les eaux usées sont nuisibles aux égouts et/ou au fonctionnement normal d'une station d'épuration des eaux et/ou au milieu récepteur et qu'elles ne peuvent pas être classées comme eaux usées autres qu'industrielles.

Les eaux usées industrielles, telles que définies à l'article 1er, 10°, du décret du 30 avril 1990 précité, sont les eaux usées autres que les eaux usées domestiques.

(3) Equivalent-habitant : est censé représenter la charge polluante moyenne produite par un individu (en abréviation EH).

- 3° s'il s'agit d'un bâtiment ou complexe mentionné au chapitre Ier de l'annexe 2 du présent arrêté :
- rubrique concernée :
- (s'il s'agit d'une usine ou d'un atelier, indiquer de manière précise la nature des activités de l'entreprise
- nature de l'unité correspondante (ouvrier, élève, lit ...) :
- nombre d'unités :; coefficient correspondant :
- charge polluante = nombre d'unités x coefficient correspondant x 1,15 =
équivalents-habitants.

II) Graisses, liquides légers, boues

Les eaux usées autres qu'industrielles sont-elles susceptibles de contenir (biffer la mention inutile) :

- | | | |
|---|-----|-----|
| 1° des graisses (eaux de cuisine ...) | OUI | NON |
| 2° des liquides légers (eaux de lavage de véhicules, de garages, ... ;
eaux de ruissellement sur surfaces souillées ...) | OUI | NON |
| si OUI, nature des liquides : | | |
| Essence, pétrole, mazout | OUI | NON |
| Huile lubrifiante | OUI | NON |
| Autres liquides : | OUI | NON |
| (si oui, mentionner la nature de ces liquides) | | |
| 3° des boues en suspension | OUI | NON |

III) Eléments de l'installation

L'installation comprend les éléments suivants :

(biffer la mention inutile)

- | | | |
|--|-----|-----|
| — Fosse de décantation | OUI | NON |
| — Fosse septique, (Toutes eaux) | OUI | NON |
| (Eaux vannes) | OUI | NON |
| — Filtre bactérien anaérobie : | OUI | NON |
| — Filtre bactérien aérobie | OUI | NON |
| — Séparateur de graisses | OUI | NON |
| Si oui, avec dispositif de récolte des boues | OUI | NON |
| — Séparateur de liquides légers | OUI | NON |
| avec débourbeur séparé en amont | OUI | NON |
| avec chambre des boues incorporée | OUI | NON |
| — installation intégrée à | | |
| — biomasse fixe avec décanteur | OUI | NON |
| — biomasse en suspension avec décanteur | OUI | NON |

IV) Description des éléments de l'installation

1° Fosse septique ou fosse de décantation :

- Volume utile (sous le plan d'eau) litres
- Hauteur d'eau mètres

2° Filtre bactérien aérobie ou anaérobie :

- Volume utile du massif filtrant : litres
- Hauteur du massif filtrant : mètres

3° Séparateur de graisses

- Surface d'eau dans le compartiment de séparation : m²
- Débit de pointe probable litres/seconde (à titre indicatif, on compte environ 2 l/s pour une habitation familiale moyenne)
- Volume utile du compartiment de séparation litres
(volume compris entre les plans passant par les 2 cloisons internes les plus éloignées)
- Volume du débourbeur amont (le cas échéant) litres

4° Séparateur de liquides légers

- Surface d'eau dans le compartiment de séparation : m²
- Débit de pointe : litres/seconde
(pour les seules eaux de ruissellement, compter 3 litres/m².minute)
- Volume utile du compartiment de séparation : litres
- Surface d'eau du débourbeur séparé (le cas échéant) m²
- Hauteur maximum des boues dans le séparateur : mètres
(en cas d'existence d'une chambre de boues)

5° Station intégrée à biomasse fixe ou en suspension

- Description technique et dimensions de l'installation.

Partie B — A remplir uniquement en cas de déclaration simplifiée

J'ai déjà bénéficié antérieurement d'une restitution de la taxe sur base de la décision favorable n° du de l'Administration.

L'installation de traitement, la nature, le débit et la charge polluante des eaux traitées n'ont pas subi de modification depuis la date d'introduction de la première demande ayant fait l'objet de la décision favorable.

Fait à, le

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
pour la Région wallonne,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau
pour la Région wallonne
A. VAN der BIEST

Le Ministre des Finances, du Budget et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Annexe 2.

CHAPITRE 1er. — *Notion d'équivalent-habitant*

La capacité utile des systèmes d'épuration d'eaux usées autres qu'industrielles est déterminée en fonction du nombre d'équivalents-habitants de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par l'installation d'épuration.

Dans un but de simplification, on considère, tant pour les habitations unifamiliales que pour les groupes d'habitations, que la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalents-habitants égal au nombre d'occupants.

Pour les autres bâtiments ou complexes produisant exclusivement des eaux usées domestiques, le nombre d'équivalents-habitants est évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalents-habitants (E.H.)
Usine, atelier	1 ouvrier : 1/2 E.H.
Bureau	1 employé : 1/3 E.H.
Ecole sans baign, douche ni cuisine (externat) *	1 élève = 1/10 E.H.
Ecole avec baign sans cuisine (externat) *	1 élève = 1/5 E.H.
Ecole avec baign et cuisine - (externat) *	1 élève = 1/3 E.H.
Ecole avec baign et cuisine - (internat) *	1 élève = 1 E.H.
Hôtel, pension *	1 lit = 1 E.H.
Camping *	1 personne (prévue) = 1/2 E.H.
Caserne, camping de séjour *	1 personne (prévue) = 1 E.H.
Restaurant avec débit normal *	1 place = 1/3 E.H.
Restaurant dont chaque place est occupée 10 fois/jour	1 place = 3 E.H.
11 à 14 fois/jour	1 place = 4 E.H.
15 à 18 fois/jour *	1 place = 5 E.H.
Théâtre, cinéma, salle de fêtes *	1 place : 1/30 E.H.
Plaine de sports *	1 place : 1/20 E.H.

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque, le nombre d'E.H. calculé d'après le tableau doit être augmenté de 1/2 E.H. par membre du personnel attaché à l'établissement.

Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle (fixée forfaitairement à 15 %) du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

CHAPITRE II : Dimensionnement des éléments de l'installation de traitement des eaux usées autres qu'industrielles

A) Fosse de décantation

La fosse de décantation comprend un compartiment de décantation et un compartiment de digestion.

Le compartiment de décantation est délimité par la paroi de la fosse et par deux parois inclinées le long desquelles les matières solides en décantation passent dans le digesteur. Un dispositif de séparation empêche le retour dans le décanteur des boues digérées et des gaz.

Le volume utile minimum du compartiment de décantation est de 25 litres/E.H., avec un minimum de 250 l, au-dessus du plan horizontal en contact avec l'arête inférieure de la paroi inclinée la plus courte.

Le volume utile minimum du compartiment de digestion est de 100 l/E.H., avec un minimum de 750 l, sous le plan horizontal situé à 0,10 m en dessous de l'arête inférieure de la paroi inclinée la plus longue du compartiment de décantation.

B) Fosse septique

Il y a lieu de distinguer :

- la fosse septique « Eaux sanitaires », qui ne reçoit que les eaux usées en provenance des W.C. et urinoirs;
- la fosse septique « Toutes eaux », qui reçoit l'ensemble des eaux autres qu'industrielles normales (eaux de lessive, de cuisine, de nettoyage de locaux + eaux sanitaires).

La fosse septique, comprend au minimum 2 compartiments, dont le premier, qui collecte les eaux usées, a un volume égal aux 2/3 du volume total. Elle peut être dotée de trois compartiments. Leurs volumes respectifs sont alors dans le rapport 6-3-1.

La hauteur minimale sous le plan d'eau est de 1 m. L'espace libre entre ce plan et le plafond de la fosse est d'au moins 0,30 m.

Fosse septique « Eaux sanitaires »

La capacité totale utile (= sous le plan d'eau) minimale de cette fosse est de :

- 300 l/E.H. pour un nombre d'E.H. compris entre 1 et 10, avec un minimum de 1500 l;
- 225 l/E.H. pour un nombre d'E.H. supérieur à 10, avec un minimum de 3000 l.

Fosse septique « Toutes eaux »

Sa capacité totale utile minimale est de :

- 600 l/E.H. pour un nombre d'E.H. compris entre 1 et 10, avec un minimum de 1500 l;
- 450 l/E.H. pour un nombre d'E.H. supérieur à 10, avec un minimum de 6000 l.

C) Filtre bactérien aérobie (circulation des eaux per descensum)

Le filtre bactérien aérobie comprend de haut en bas :

- 1° un dispositif destiné à répartir uniformément l'eau à traiter sur toute la surface du massif filtrant;
- 2° une couche de matériaux de contact constituée de granulats inertes ou d'éléments en matière synthétique assurant une grande surface de contact (massif filtrant);
- 3° une assise de support de la couche précitée aménagée de manière à permettre le libre écoulement de l'eau résiduaire et l'accès facile de l'air par en dessous.

Le volume utile du massif filtrant est d'au moins :

- 100 l/E.H., avec un minimum de 1 000 l, si les eaux proviennent d'une fosse septique « Eaux sanitaires »;
- 150 l/E.H., avec un minimum de 1 500 l, si les eaux proviennent d'une fosse septique « Toutes eaux » ou d'une fosse de décantation. La hauteur minimale de la couche filtrante est de 1 m.

D) Filtre bactérien anaérobie (circulation des eaux per ascensum)

Le filtre bactérien anaérobie comprend de bas en haut :

- 1° une assise de support du massif filtrant aménagée de manière à permettre la remontée de l'eau à traiter;
- 2° un massif filtrant constitué de couches de graviers et de gravillons ou d'éléments en matière synthétique assurant une fonction analogue.

Le volume utile du massif filtrant est d'au moins :

- 150 l/E.H., avec un minimum de 600 l, si les eaux proviennent d'une fosse septique « Eaux vannes »;
- 250 l/E.H., avec un minimum de 1 000 l, si les eaux proviennent d'une fosse septique « Toutes eaux » ou d'une fosse de décantation. La hauteur minimale de la couche filtrante est de 1 m.

E) Séparateur de graisses

L'intérieur du séparateur de graisses comporte trois cloisons verticales internes P1, P2 et P3 formant chicanes et dont seule la cloison P2 est en contact avec le fond du bac séparateur. Les graisses sont retenues en surface entre les cloisons amovibles P1 et P3 délimitant le compartiment de séparation et distantes d'au moins 0,10 m des parois du séparateur. La distance entre ces cloisons est supérieure à la largeur du séparateur. La surface de l'eau dans le compartiment de séparation est d'au moins 0,25 m² par litre par seconde de débit entrant. La cloison la moins immergée P1 doit être d'au moins 0,25 m.

Le compartiment de séparation doit pouvoir assurer la rétention des eaux usées pendant au moins :

- 3 minutes jusqu'à un débit de pointe probable de 9 litres par seconde;
- 4 minutes pour un débit de pointe probable allant de 10 à 20 litres par seconde;
- 5 minutes pour un débit de pointe probable supérieur à 20 litres par seconde.

Le volume utile du compartiment de séparation situé sous le plan d'eau, exprimé en litres, s'obtient en multipliant le débit de pointe probable, exprimé en litres par seconde par la durée de rétention exprimée en secondes avec un minimum de 500 litres si l'ensemble des eaux ménagères transite par le séparateur de graisse.

Si les eaux usées ménagères risquent d'être boueuses ou chargées de déchets lourds (densité supérieure à 1), il est nécessaire d'installer en amont du séparateur de graisses un déboureur équipé d'un panier amovible.

Le volume utile du déboureur est 200 litres par litre par seconde de débit de pointe avec un minimum de 200 litres.

F) Séparateur pour liquides légers (densité inférieure à 1)

L'intérieur du séparateur pour liquides légers comporte 2 cloisons plongeantes délimitant le compartiment de séparation et distantes d'au moins 0,10 m des parois du séparateur; la distance séparant ces cloisons est supérieure à la largeur du séparateur.

La surface de l'eau dans le compartiment de séparation est de 0,25 m² par litre par seconde du débit de pointe d'eau usée si le liquide léger est constitué d'essence, de pétrole ou de mazout et de 0,40 m² par litre par seconde s'il est constitué d'huile lubrifiante.

Le compartiment de séparation doit assurer la rétention des eaux usées pendant au moins 3 minutes si le liquide léger est constitué d'essence, de pétrole ou de mazout et de 4 minutes s'il est constitué d'huile lubrifiante.

Le volume utile du compartiment de séparation situé sous le plan d'eau, exprimé en litres, s'obtient en multipliant le débit de pointe exprimé en litres par seconde par la moitié de la durée de rétention exprimée en secondes. Le volume maximum de liquides légers compris entre les parties immergées des cloisons plongeantes doit correspondre à la récolte d'un mois estimée sur base des données disponibles. La cloison plongeante la moins immergée doit l'être d'au moins 0,20 m.

Si les eaux usées sont susceptibles de contenir des boues en suspension il y a lieu de prévoir un approfondissement du séparateur de façon à permettre le dépôt des boues durant un mois, sans affecter le fonctionnement du séparateur, ou d'installer un déboureur séparé en amont du séparateur. La surface spécifique de ce déboureur doit être supérieure à 0,10 m² par litre par seconde. Sa profondeur sous le niveau d'eau doit également permettre le dépôt des boues durant un mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 25 octobre 1990 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME,

Le Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau
pour la Région wallonne

A. VAN der BIEST

Le Ministre des Finances, du Budget et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 2441

[C—27179]

25. OKTOBER 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern zurückerstattet wird

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, insbesondere des Artikels 16;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 13. Juli 1990;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 19. Juli 1990;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsarbeiten und dem Wasser,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter « Verwaltung » die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2. Die natürlichen oder juristischen Personen des öffentlichen oder des privaten Rechts, die ausschließlich andere Abwässer als industrielle Abwässer — mit Ausnahme der landwirtschaftlichen Abwässer, die ihnen gleichgestellt werden können — ableiten und die die Gesamtheit der nichtindustriellen Abwässer, die sie ableiten, gemäß nachstehend bestimmten Bedingungen und technischen Vorschriften selbst klären, können einen Antrag auf Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern einreichen.

Der Antrag auf Rückerstattung der Abgabe muß binnen sechs Monaten ab Absendung des Abgabenzahlungsbescheids per Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht werden.

Der Antrag enthält :

1. eine ehrenwörtliche Erklärung, die dem Muster in Anlage 1 zum vorliegenden Erlaß entspricht; die Erklärung umfaßt eine Beschreibung der Kläranlage sowie die zur Einschätzung der Belastung erforderlichen Angaben.

2. das Original oder eine vom Antragsteller beglaubigte Fotokopie :

— der Rechnung der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung, in der der Betrag der Abgabe angegeben ist,

— eines Belegs für die Zahlung der Abgabe.

Art. 3. Wenn die Verwaltung einen günstigen Beschluß faßt, stellt sie ihn binnen drei Monaten ab Empfang des Rückerstattungsantrags mit einer laufenden Nummer dem Antragsteller zu.

Jeder ungünstige Beschluß wird mit Gründen versehen und dem Antragsteller binnen sechs Monaten ab Empfang des Rückerstattungsantrags zugestellt.

Dem Antragsteller, dem ein günstiger Beschluß zugestellt worden ist, werden die späteren Abgaben aufgrund eines Antrags zurückerstattet, der eine dem Muster in Anlage 1 zum vorliegenden Erlaß entsprechende vereinfachte ehrenwörtliche Erklärung enthält und sich auf die laufende Nummer des ursprünglichen günstigen Beschlusses bezieht. Bei einer Änderung der Anlage oder bei einer Änderung der Art oder der Abflußmenge oder der Belastung der erzeugten Abwässer muß er einen neuen vollständigen Rückerstattungsantrags gemäß dem in Artikel 2 beschriebenen Verfahren einreichen.

Art. 4. Die nichtindustriellen Abwässer sind in drei Kategorien eingeordnet, die jeweils eine besondere Behandlung erfordern :

1. Kategorie A : Wasser aus Sanitäranlagen wie WC und Bedürfnis-anstalten
2. Kategorie B : Küchenabwasser, Waschlauge, Wasser aus der Reinigung von Räumen
3. Kategorie C : Waschabwasser oder abfließendes Wasser, das mit Öl oder Treibstoff in Kontakt war und eventuell schwebenden Schlamm enthält.

Art. 5. Zur Rechtfertigung der Rückerstattung der Abgabe :

1. müssen die Abwässer der Kategorie A entweder in einer Faulgrube oder in einer Absetzgrube vorbehandelt werden, bevor sie in einem aeroben oder anaeroben biologischen Körper geklärt werden, oder in einer integrierten Anlage mit fester oder schwebender Biomasse behandelt werden

2. müssen die mit Fetten belasteten Abwässer der Kategorie B, bevor sie wie Abwässer der Kategorie A aufbereitet werden, in einem Fettabscheider bzw. Fettfang geklärt werden, vor dem ein Abscheider für Schlamm oder für schwere Abfälle eingebaut ist, wenn diese Abwässer diese Stoffe enthalten,

3. müssen die Abwässer der Kategorie C vor der Ableitung in einem Abscheider für Leichtflüssigkeiten geklärt werden, vor dem eine Entschlammungsvorrichtung eingebaut ist.

Art. 6. Die verschiedenen Einzelteile der Anlage für die Abwasseraufbereitung dürfen nur die Abwässer aufnehmen, die für sie bestimmt sind, und zwar gemäß den in Artikel 5 beschriebenen Aufbereitungsverfahren.

Die verschiedenen Einzelteile der Anlage müssen den Bestimmungen von Anlage 2 zum vorliegenden Erlaß genügen.

Diese Einzelteile müssen vorschriftsmäßig errichtet und installiert werden.

Die verschiedenen Einzelteile müssen so entleert und gewartet werden, daß die Anlage jederzeit optimal funktionieren kann.

Art. 7. § 1. Der Minister benennt die technischen Beamten und Bediensteten, die befugt sind, vor Ort zu kontrollieren, ob die nichtindustriellen Abwässer der Antragsteller gemäß den im vorliegenden Erlaß bestimmten Bedingungen und Vorschriften geklärt werden. Wer einen Antrag auf Rückerstattung der Abgabe stellt, läßt automatisch eine solche Kontrolle zu.

§ 2. Der Antragsteller, dem im Anschluß an eine Kontrolle ein ungünstiger Beschluß zugestellt worden ist, kann hernach einen neuen Rückerstattungsantrag gemäß dem in Artikel 2 beschriebenen Verfahren einreichen. Ferner muß er diesem Antrag das Ergebnis der Analyse seiner geklärten nichtindustriellen Abwässer beifügen, die ein in Anwendung von Artikel 67 § 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und von Artikel 19 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser zugelassenes Labor auf Kosten des Antragstellers vorgenommen hat.

Art. 8. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 9. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Oktober 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Finanzen, des Haushalts und des Transportwesens für die Wallonische Region
A. DALEM

—
Anlage 1
—

**ANTRAG AUF RÜCKERSTATTUNG DER ABGABE
MUSTER DER EHRENWÖRTLICHEN ERKLÄRUNG**

Ich Unterzeichneter,

— wenn es um eine natürliche Person geht :

Name : Vornamen :

Adresse des Wohnsitzes (für den Schriftverkehr) :

..... Telefon :

Adresse des Ortes des Anschlusses an die Wasserversorgung :

..... Telefon :

Kontonummer (1) :

Inhaber des Kontos (1) :

(1) Wenn dies nicht angegeben wird, wird die Abgabe per Postanweisung zurückerstattet.

— wenn es um eine juristische Person geht :

Firma oder Benennung :

Adresse des Gesellschafts- bzw. Betriebssitzes (für den Schriftverkehr) :

..... Telefon :

Adresse des Ortes des Anschlusses an die Wasserversorgung :

..... Telefon :

Kontonummer (1) :

beantrage die Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern

— Betrag der Abgabe :

— für die Wasserversorgung zuständige Einrichtung :

— betreffender Zeitraum der Entnahme aus der öffentlichen Versorgung :

vom bis zum

Ich füge das Original oder eine beglaubigte Fotokopie des Zahlungsbescheids der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung, in dem die Höhe der Abgabe angegeben ist, und einen Beleg für die Zahlung der Abgabe bei.

Ich erkläre ehrenwörtlich, daß :

- nur häusliche Abwässer im Sinne von Artikel 1 Nr. 8 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern (2) abgeleitet werden.
- alle abgeleiteten nichtindustriellen Abwässer aufbereitet werden
- nachstehende Angaben über die Aufbereitungsanlage, die Art, die Abflußmenge und die Belastung der abgeleiteten Abwässer der Wirklichkeit entsprechen und sich während des Zeitraums der Wasserentnahme, die als Grundlage für die Errechnung der Abgabe gedient hat, nicht geändert haben
- die Einzelteile der Anlage vorschriftsmäßig errichtet und installiert worden sind, so entleert und gewartet werden, daß sie optimal funktionieren können.

Ich gestatte den zuständigen technischen Beamten und Bediensteten, die Echtheit meiner Erklärung vor Ort zu kontrollieren.

Teil A — nur bei vollständiger Erklärung ausfüllen

I) Anzahl Einwohnergleichwerte (3)

1. Wenn der angeschlossene Ort eine Wohnung ist :

Höchstzahl der Personen, die zum gleichen Zeitpunkt dort wohnen : ...

Belastung = Höchstzahl der Bewohner = ... Einwohnergleichwert(e)

2. Wenn die Anschlüsse eine Wohnungsgruppe betreffen, deren nichtindustrielle Abwässer in derselben Anlage aufbereitet werden :

Höchstzahl der Personen, die zum gleichen Zeitpunkt dort wohnen : ...

Belastung = Höchstzahl der Bewohner = ... Einwohnergleichwert(e)

(In diesem Fall muß die ehrenwörtliche Erklärung außerdem am Ende die Identität, die Funktion, die Adresse und die Abzeichnung des Leiters der Anlage enthalten).

(2) Häusliches Abwasser im Sinne von Artikel 1 Nr. 8 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern ist :

a. Wasser, das nur folgendes enthält :

- Wasser aus Sanitäranlagen
- Küchenwasser
- Wasser, mit dem Gebäude geputzt worden sind, d.h. Wohnungen, Büros, Räume, in denen Groß- oder Einzelhandel betrieben wird, Theatersäle, Kasernen, Campingplätze, Gefängnisse, Lehranstalten mit oder ohne Internat, Krankenhäuser, Kliniken und andere Anstalten, in denen Patienten mit nichtansteckenden Krankheiten untergebracht sind und behandelt werden, Schwimmbäder, Hotels, Restaurants, Schankwirtschaften, Frisiersalons,
- Waschlauge aus Privathaushalten
- Wasser zum Waschen von Fahrrädern ohne Motor und von Motorfahrrädern
- das Wasser, das gebraucht worden ist, um weniger als zehn Motorfahrzeuge und ihre Anhänger pro Tag zu waschen, mit Ausnahme der Schienenfahrzeuge,
- sowie gegebenenfalls Regenwasser

b. die Abwässer aus Wäschereien, wo die Waschmaschinen ausschließlich von der Kundschaft benutzt werden, c. die Abwässer aus Fabriken, Werkstätten, Lagern und Labors, die weniger als sieben Personen beschäftigen, es sei denn, die Behörde, die für die Erteilung der Einleitungsgenehmigung zuständig ist, ist der Meinung, daß die Abwässerschädlich sind für die Kanalisation und/oder für den normalen Betrieb einer Kläranlage und/oder für das Aufnahmemilieu und daß sie nicht als häusliche Abwässer eingestuft werden können.

Industrielles Abwasser im Sinne von Artikel 1 Nr. 10 des Dekrets vom 30. April 1990 ist anderes Abwasser als häusliches Abwasser.

(3) Einwohnergleichwert : Er soll die durch ein Individuum erzeugte durchschnittliche Belastung darstellen (abgekürzt EGW).

3. Wenn es um ein Gebäude bzw. einen Komplex im Sinne von Kapitel I der Anlage 2 zum vorliegenden Erlaß geht :
- betreffende Rubrik :
- (wenn es um eine Fabrik oder eine Werkstatt geht, die Art der Tätigkeiten des Betriebs bitte genau angeben)
- Art der entsprechenden Einheit (Arbeiter, Schüler, Bett ..) :
- Anzahl Einheiten :; entsprechender Koeffizient :
- Belastung = Anzahl Einheiten x entsprechender Koeffizient x 1,15 = Einwohnerequivalente

II) Fette, Leichtflüssigkeiten, Schlamm

Können die nichtindustriellen Abwässer folgendes enthalten (Unzutreffendes bitte streichen)?

- | | | |
|---|----|------|
| 1. Fette (Küchenabwässer ...) | JA | NEIN |
| 2. Leichtflüssigkeiten (Abwässer vom Waschen von Fahrzeugen, aus Kraftfahrzeugwerkstätten,...; auf schmutzigen Flächen abfließendes Wasser ...) | JA | NEIN |
| wenn JA, Bitte die Art der Flüssigkeiten angeben : | | |
| Benzin, Diesel-, Heizöl | JA | NEIN |
| Schmieröl | JA | NEIN |
| andere Flüssigkeiten : | JA | NEIN |
| (wenn ja, bitte die Art dieser Flüssigkeiten angeben) | | |
| 3. schwebenden Schlamm | JA | NEIN |

III) Einzelteile der Anlage

Die Anlage umfaßt folgende Einzelteile :
(Unzutreffendes bitte streichen)

- | | | |
|---|----|------|
| - Absetzgrube | JA | NEIN |
| - Faulgrube, (sämtliche Wasser) | JA | NEIN |
| (Schmutzwasser) | JA | NEIN |
| - anaeroben biologischen Körper | JA | NEIN |
| - aeroben biologischen Körper | JA | NEIN |
| - Fettabscheider | JA | NEIN |
| wenn ja, mit Schlammfang | JA | NEIN |
| - Leichtflüssigkeitsabscheider | JA | NEIN |
| mit separater Entschlammungsvorrichtung davor | JA | NEIN |
| mit eingebauter Schlammkammer | JA | NEIN |
| - integrierte Anlage mit | | |
| - fester Biomasse mit Absetzbecken | JA | NEIN |
| - schwebender Biomasse mit Absetzbecken | JA | NEIN |

NEIN

IV) Beschreibung der Einzelteile der Anlage

1. Faulgrube oder Absetzgrube :
 - Nutzvolumen (unter dem Wasserspiegel) Liter
 - Wasserhöhe Meter
2. Aerobere oder anaerobere biologischer Körper :
 - Nutzvolumen des Füllkörpers : Liter
 - Höhe des Füllkörpers : Meter
3. Fettabscheider
 - Wasserfläche in dem Abscheidungsraum : m²
 - mögliche Anfallspitze Liter/Sekunde
 - (zur Information : für eine durchschnittliche Familienwohnung wird 2 l/s gerechnet)
 - Nutzvolumen des Abscheidungsraums Liter
 - (Volumen zwischen den beiden am weitesten auseinanderliegenden Innenwänden)
 - (gegebenenfalls) Volumen der Entschlammungsvorrichtung davor Liter
4. Leichtflüssigkeitsabscheider
 - Wasserfläche in dem Abscheidungsraum : m²
 - Anfallspitze : Liter/Sekunde
 - (für abfließendes Wasser 3 Liter/m. Minute rechnen)
 - Nutzvolumen des Abscheidungsraums : Liter
 - (gegebenenfalls) Wasserfläche der separaten Entschlammungsvorrichtung m²
 - maximale Höhe des Schlammes in dem Abscheider : Meter
 - (wenn es eine Schlammkammer gibt)
5. Integrierte Anlage mit fester oder schwebender Biomasse
 - technische Beschreibung und Größe der Anlage

Teil B - nur bei einer vereinfachten Erklärung ausfüllen

Ich habe bereits vorher eine Rückerstattung der Abgabe aufgrund des günstigen Beschlusses der Verwaltung Nr. vom erhalten,

Die Aufbereitungsanlage, die Art, die Abflußmenge und die Belastung der behandelten Abwässer haben sich seit dem Tag der Einreichung des ersten Antrags, dem stattgegeben wurde, nicht geändert.

....., den

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern zurückerstattet wird, beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Finanzen, des Haushalts und des Transportwesens für die Wallonische Region
A. DALEM

Anlage 2

KAPITEL I. — Begriff « Einwohnergleichwert »

Der Nutzinhalt der Systeme zur Aufbereitung von nichtindustriellen Abwässern wird aufgrund der Anzahl Einwohnergleichwerte der an die Kläranlage angeschlossenen Wohnung bzw. Wohnungsgruppe bestimmt.

Zur Vereinfachung geht man sowohl für die Einfamilienwohnungen wie auch für die Wohnungsgruppen davon aus, daß die täglich erzeugte Belastung durch die Anzahl Einwohnergleichwerte ausgedrückt wird, die der Anzahl Bewohner entspricht.

Für die anderen Gebäude bzw. Komplexe, die ausschließlich häusliche Abwässer erzeugen, wird die Anzahl Einwohnergleichwerte wie folgt berechnet :

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnergleichwerte (EGW)
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter : 1/2 EGW
Büro	1 Angestellter : 1/3 EGW
Schule ohne Bäder, Dusche ohne Küche (Externat) *	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern ohne Küche (Externat) *	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche - (Externat) *	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche - (Internat) *	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension *	1 Bett = 1 EGW
Camping *	1 Person (vorgesehen) = 1/2 EGW
Kaserne, Wohncamping *	1 Person (vorgesehen) = 1 EGW
Restaurant mit normalem Absatz *	1 Platz = 1/3 EGW
Restaurant, wo jeder Platz 10 mal/Tag	1 Platz = 3 EGW
11 bis 14 mal/Tag	1 Platz = 4 EGW
15 bis 18 mal/Tag* besetzt wird	1 Platz = 5 EGW
Theater, Kino, Festsaal *	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz *	1 Platz = 1/20 EGW

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muß die nach der Tabelle berechnete Anzahl Gleichwerte je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um 1/2 EGW erhöht werden.

Zur Ermittlung des erforderlichen Nutzinhalts muß eine eventuelle (pauschal auf 15 % festgelegte) Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

KAPITEL II

Dimensionierung der Einzelteile der Anlage für die Aufbereitung der nichtindustriellen Abwässer

A) Absetzgrube

Die Absetzgrube besteht aus einem Absetzraum und einem Faulraum.

Der Absetzraum ist durch die Wand der Absetzgrube und durch zwei geneigte Wände abgegrenzt, auf denen die abgesetzten festen Stoffe in den Faulbehälter abrutschen. Eine Trennvorrichtung verhindert, daß der gefaulte Schlamm und die Gase ins Absetzbecken zurückgelangen.

Das Mindestnutzsvolumen des Absetzraums beträgt bei einem Minimum von 250 l 25 Liter/EGW über der horizontalen Ebene, die die unterste Kante der kürzeren geneigten Wand berührt.

Das Mindestnutzsvolumen des Faulraums beträgt bei einem Minimum von 750 l 100 l/EGW unter der 0,10 m unterhalb der untersten Kante der längeren geneigten Wand des Absetzbeckens gelegenen horizontalen Ebene.

B) Faulgrube

Es muß unterschieden werden zwischen :

- der Faulgrube « sanitäre Wasser » die ausschließlich Abwässer aus WC und Bedürfnisanstalten aufnimmt,
- der Faulgrube « sämtliche Wasser », die alle normalen nichtindustriellen Wasser (Waschlauge, Küchenwasser, Wasser, mit dem Räume geputzt worden sind, + sanitäre Wasser).

Die Faulgrube besteht aus mindestens 2 Räumen, wobei der erste, der die Abwässer sammelt, ein Volumen aufweist, das 2/3 des Gesamtvolumens entspricht. Sie kann mit drei Räumen ausgestattet sein. Ihre jeweiligen Volumen stehen dann im Verhältnis 6-3-1.

Die Mindesthöhe unter dem Wasserspiegel beträgt 1 m. Der lichte Raum zwischen diesem Spiegel und der Grubendecke beträgt mindestens 0,30 m.

Faulgrube « sanitäre Wasser »

Der gesamte Nutzinhalt (= unter dem Wasserspiegel) dieser Grube beträgt mindestens :

- 300 l/EGW für eine zwischen 1 und 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 1500 l
- 225 l/EGW für eine über 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 3000 l.

Faulgrube « sämtliche Wasser »

Ihr gesamter Nutzinhalt beträgt mindestens :

- 600 l/EGW für eine zwischen 1 und 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 1500 l
- 450 l/EGW für eine über 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 6000 l.

C) Aerober biologischer Körper (abwärts gerichteter Wasserstrom)

Der aerobe biologische Körper besteht von oben nach unten aus :

1. einer Vorrichtung, durch die das aufzubereitende Wasser gleichmäßig über die gesamte Oberfläche des Füllkörpers verteilt wird,

2. einer Schicht Füllmaterial, das aus inerten Zuschlagstoffen oder aus künstlich hergestellten Bestandteilen besteht, die eine große Kontaktfläche (Füllkörper) gewährleisten,

3. einer Stützschiicht für die vorgenannte Schicht, die so angelegt ist, daß das Abwasser ungehindert abfließen kann und die Belüftung von unten aus erleichtert ist.

Das Nutzvolumen des Füllkörpers beträgt mindestens :

- 100 l/EGW bei einem Minimum von 1000 l, wenn das Wasser aus einer Faulgrube « sanitäre Wasser » stammt,

- 150 l/EGW bei einem Minimum von 1500 l, wenn das Wasser aus einer Faulgrube « sämtliche Wasser » oder aus einer Absetzgrube stammt.

Die Mindesthöhe der Filterschicht beträgt 1 m.

D) Anaerober biologischer Körper (aufwärts gerichteter Wasserstrom)

Der anaerobe biologische Körper besteht von unten nach oben aus :

1. einer Stützschiicht für den Füllkörper, die so angelegt ist, daß das aufzubereitende Wasser steigen kann,

2. einem Füllkörper, der mehrere Schichten aus Kies und Splitt oder aus künstlich hergestellten Bestandteilen umfaßt, die eine ähnliche Funktion haben.

Das Nutzvolumen des Füllkörpers beträgt mindestens :

- 150 l/EGW bei einem Minimum von 600 l, wenn das Wasser aus einer Faulgrube « sanitäre Wasser » stammt,

- 250 l/EGW bei einem Minimum von 1000 l, wenn das Wasser aus einer Faulgrube « sämtliche Wasser » oder aus einer Absetzgrube stammt.

Die Mindesthöhe der Filterschicht beträgt 1 m.

E) Fettabscheider

Im Inneren des Fettabseiders gibt es drei senkrechte Innenwände P1, P2 und P3, die Schikanen bilden und von denen nur die Wand P2 den Boden des Abscheidebeckens berührt. Die Fette werden zwischen den zwei herausnehmbaren Wänden P1 und P3, die den Abscheidungsraum abgrenzen und mindestens 0,10 m von den Wänden des Abscheiders entfernt sind, an der Oberfläche zurückgehalten. Die Entfernung zwischen diesen Wänden liegt über der Breite des Abscheiders. Die Fläche des Wassers innerhalb des Abscheidungsraums beträgt mindestens 0,25 m² je Liter je Sekunde Zufluß. Die am wenigsten eingetauchte Wand P1 muß mindestens 0,25 m eingetaucht sein.

Der Abscheidungsraum muß das Abwasser :

- bis zu einer möglichen Anfallspitze von 9 Litern je Sekunde mindestens während 3 Minuten

- bei einer möglichen Anfallspitze von 10 bis 20 Litern je Sekunde mindestens während 4 Minuten

- bei einer möglichen Anfallspitze von mehr als 20 Litern je Sekunde mindestens während 5 Minuten

zurückhalten können.

Das in Litern ausgedrückte Nutzvolumen des unter dem Wasserspiegel befindlichen Abscheidungsraums wird ermittelt, indem die in Litern je Sekunde ausgedrückte mögliche Anfallspitze mit der in Sekunden ausgedrückten Retentionsdauer multipliziert wird, und zwar bei einem Minimum von 500 Litern, wenn alle häuslichen Abwässer durch den Fettabscheider durchfließen.

Wenn die häuslichen Abwässer schlammig oder mit schweren Abfällen belastet (Dichte über 1) sein können, muß vor dem Fettabscheider eine mit einem herausnehmbaren Korb ausgestattete Entschlammungsvorrichtung eingebaut werden.

Das Nutzvolumen der Entschlammungsvorrichtung beträgt 200 Liter je Sekunde Anfallspitze bei einem Minimum von 200 Litern.

F) Leichtflüssigkeitsabscheider (Dichte unter 1)

Im Inneren des Abscheiders für Leichtflüssigkeiten befinden sich 2 Tauchwände, die den Abscheidungsraum abgrenzen und mindestens 0,10 m von den Wänden des Abscheiders entfernt sind; die Entfernung zwischen diesen Wänden liegt über der Breite des Abscheiders.

Die Fläche des Wassers innerhalb des Abscheidungsraums beträgt 0,25 m je Liter je Sekunde Abwasseranfallspitze, wenn die Leichtflüssigkeit aus Benzin, Diesel- oder Heizöl besteht, und 0,40 m je Liter je Sekunde, wenn sie aus Schmieröl besteht.

Der Abscheidungsraum muß das Abwasser mindestens während 3 Minuten zurückhalten können, wenn die Leichtflüssigkeit aus Benzin, Diesel- oder Heizöl besteht, und mindestens während 4 Minuten, wenn sie aus Schmieröl besteht.

Das in Litern ausgedrückte Nutzvolumen des unter dem Wasserspiegel befindlichen Abscheidungsraums wird ermittelt, indem die in Litern je Sekunde ausgedrückte Anfallspitze mit der Hälfte der in Sekunden ausgedrückten Retentionsdauer multipliziert wird. Das Höchstvolumen der zwischen den eingetauchten Teilen der Tauchwände befindlichen Leichtflüssigkeiten muß dem aufgrund der verfügbaren Angaben eingeschätzten Fang eines Monats entsprechen. Die weniger eingetauchte Tauchwand muß mindestens 0,20 m eingetaucht sein.

Wenn die Abwässer schwebenden Schlamm enthalten können, muß der Abscheider so vertieft werden, daß der Schlamm sich einen Monat lang absetzen kann, ohne den Betrieb des Abscheiders zu beeinträchtigen, oder eine getrennte Entschlammungsvorrichtung vor dem Abscheider eingebaut werden. Die spezifische Fläche dieser Entschlammungsvorrichtung muß über 0,10 m je Liter je Sekunde liegen. Unter dem Wasserspiegel muß sie auch so tief sein, daß der Schlamm sich während eines Monats absetzen kann.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern zurückerstattet wird, beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugschützen Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region.

A. VAN der BIEST

Der Minister der Finanzen, des Haushalts und des Transportwesens
für die Wallonische Region

A. DALEM

VERTALING

N. 91 — 2441

25 OKTOBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 13 juli 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 19 juli 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder « Bestuur » : de Afdeling Water van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De natuurlijke of rechtspersonen, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen die, afgezien van het landbouwafvalwater dat ermee gelijkgesteld kan worden, uitsluitend ander afvalwater dan industrieel afvalwater lozen en al het niet-industrieel afvalwater dat zij lozen, overeenkomstig de voorwaarden en de hierna bepaalde technische regels zelf zuiveren, kunnen een aanvraag indienen met het oog op de terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater.

De aanvraag om terugbetaling van de belasting moet met ingang van de zending van het betalingsbericht van de belasting binnen een termijn van zes maanden per aangetekende brief bij het Bestuur worden ingediend.

Die aanvraag omvat :

1° een verklaring op erewoord die met het in bijlage I van dit besluit opgenomen model overeenstemt; die verklaring bestaat uit een beschrijving van de zuiveringsinstallatie, alsmede uit de elementen die voor de evaluatie van de hoeveelheid verontreinigende stoffen nodig zijn;

2° het origineel of een door de aanvrager voor eensluidend verklaarde afschrift van :

- de factuur van de watervoorzieningsmaatschappij die het bedrag van de belasting vermeldt;
- een document dat de betaling van de belasting bewijst.

Art. 3. Indien de beslissing, die een ordernummer bevat, gunstig is, betekent het Bestuur ze aan de aanvrager binnen een termijn van drie maanden met ingang van de ontvangst van de terugbetalingsaanvraag.

Elke ongunstige beslissing is gemotiveerd en aan de aanvrager betekend binnen een termijn van zes maanden met ingang van de ontvangst van de terugbetalingsaanvraag.

De aanvrager aan wie een gunstige beslissing werd betekend, geniet de terugbetaling van de toekomstige belastingen op basis van een aanvraag die een vereenvoudigde verklaring op erewoord bevat welke met het in bijlage 1 van dit besluit opgenomen model overeenstemt en naar het ordernummer van de oorspronkelijke gunstige beslissing verwijst. Hij wordt er echter toe gehouden een volledige nieuwe aanvraag om terugbetaling volgens de in artikel 2 beschreven procedure in te dienen in geval van wijzigingen hetzij van de installatie, hetzij van de aard of het debiet of de hoeveelheid verontreinigende stoffen van het geproduceerd afvalwater.

Art. 4. Het ander afvalwater dan industrieel afvalwater wordt ingedeeld in drie categorieën die elk een bijzondere behandeling eisen:

1° categorie A : afvalwater afkomstig van sanitaire installaties zoals WC en urinoirs;

2° categorie B : water afkomstig van keuken, wasmachines en van het reinigen van lokalen;

3° categorie C : was- of afvloeiingswater dat in aanraking met olie of brandstoffen is gekomen en dat eventueel slijk in suspensie bevat.

Art. 5. Om de terugbetaling van de belasting te rechtvaardigen :

1° moet het water van de categorie A hetzij voorbehandeld worden in een septische put of in een bezinktank alvorens in een aërobe of in een anaërobe bacteriefilter te worden gezuiverd, hetzij behandeld worden in een geïntegreerde installatie met vaste of zwevende biomassa;

2° moet het vetbevattend water van de categorie B, alvorens behandeld te worden zoals het water van de categorie A, gezuiverd worden in een vetafscheider of in een ontvettingstank stroomopwaarts voorzien van een slibafscheider of van een afscheider voor zwaar afval wanneer het water deze stoffen bevat;

3° moet het water van de categorie C, voor het afvoeren, gezuiverd worden in een afscheider voor lichte vloeistoffen stroomopwaarts voorzien van een slibafscheider.

Art. 6. De verschillende elementen van de zuiveringsinstallatie van afvalwater kunnen slechts water ontvangen dat hen overeenkomstig de in artikel 5 beschreven behandelingswegen bestemd is.

De verschillende elementen van de installatie moeten overeenstemmen met de in bijlage 2 van dit besluit aangegeven bepalingen.

De bouw en de installatie van deze elementen dienen volgens de grondregels van de bouwkunst te geschieden.

De verschillende elementen moeten geruimd en onderhouden worden zodat de installatie voortdurend optimaal kan werken.

Art. 7. § 1. De Minister wijst de ambtenaren en technische beambten aan die bevoegd zijn om ter plaatse na te gaan of het ander afvalwater dan industrieel afvalwater van de aanvragers overeenkomstig de in dit besluit bepaalde voorwaarden en regels wordt gezuiverd. Degene die een aanvraag om terugbetaling van de belasting indient, aanvaardt automatisch een dergelijke controle.

§ 2. De aanvrager die na een controle een ongunstige beslissing ontvangt, kan naderhand overeenkomstig de in artikel 2 beschreven procedure een nieuwe aanvraag om terugbetaling indienen.

Bij die aanvraag moet hij bovendien de uitslag van de analyse van zijn niet-industrieel afvalwater voegen, uitgevoerd op zijn kosten door een laboratorium erkend overeenkomstig het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater, artikel 67, § 1, en van artikel 19 van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 25 oktober 1990.

De Minister-voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie,
KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt
B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van Financiën, Begroting en Vervoer voor het Waalse Gewest,
A. DALEM

BIJLAGE 1

AANVRAAG OM TERUGBETALING VAN DE BELASTING MODEL VAN VERKLARING OP EREWOORD

Ondergetekende,

- wanneer het een natuurlijke persoon betreft :

Naam : Voornamen :

Adres van de woonplaats (voor de briefwisseling) :

Telefoon :

Adres van de plaats van de aansluiting op het voorzieningsnet :

Telefoon :

Rekeningnummer (1) :

Titularis van de rekening (1) :

(1) Bij gebrek aan inlichtingen, wordt de belasting bij posttoewijzing terugbetaald.

- wanneer het een rechtspersoon betreft :

Firma of benaming :

Adres van de maatschappelijke of van de exploitatiezetel (voor de briefwisseling) :
.....

Telefoon :

Adres van de plaats van de aansluiting op het voorzieningsnet :
.....

Telefoon :

Rekeningnummer :

vraagt de terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater :

- Bedrag van de belasting :

- Watervoorzieningsmaatschappij :

- Periode betrokken door het afnemen op het openbare voorzieningsnet :

vanaf tot en met

Ik voeg als bijlage het origineel of een voor eensluidend verklaarde afschrift van het betalingsbericht van de watervoorzieningsmaatschappij dat het bedrag van de belasting vermeldt en van een document dat de betaling van de belasting bewijst.

Ik verklaar op erewoord dat :

- alleen huishoudelijk afvalwater geloosd wordt, zoals bepaald in artikel 1, 8°, van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater (2);

- al het geloosd niet-industrieel afvalwater behandeld wordt;

- de hierna volgende gegevens met betrekking tot de behandelingsinstallatie, de aard, het debiet en de hoeveelheid verontreinigende stoffen van het geloosd afvalwater met de werkelijkheid overeenstemmen en gedurende de watervangperiode die genomen werd als basis voor de berekening van de belasting, niet gewijzigd werden;

- de elementen van de installatie volgens de grondregels van de bouwkunst gebouwd en geïnstalleerd werden en dat zij zodanig gereinigd en onderhouden worden dat zij optimaal kunnen werken.

Ik geef de bevoegde ambtenaren en de technische beambten toestemming om de echtheid van mijn verklaring ter plaatse te controleren.

VAK A - Alleen in geval van volledige verklaring invullen

1) Aantal equivalenten-inwoners (3)

1° wanneer de aangesloten plaats een woning is :

maximum aantal inwoners die er gelijktijdig wonen :

hoeveelheid verontreinigende stoffen = maximum aantal inwoners =

..... equivalenten-inwoners

(2) Het huishoudelijk afvalwater, zoals bepaald in artikel 1, 8°, van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel of huishoudelijk afvalwater, is :

a. het water dat slechts volgende stoffen bevat :

- water afkomstig van sanitaire voorzieningen;

- keukenwater;

- water afkomstig van het reinigen van gebouwen, zoals woningen, bureaus, lokalen waarin groot- of kleinhandel wordt uitgeoefend, schouwburgzalen, kazernes, campings, gevangenissen, onderwijsinstellingen met of zonder internaat, ziekenhuizen,

klinieken en andere instellingen waar niet besmettelijke zieken ondergebracht en verzorgd worden, zwembaden, hotels, restaurants, cafés, kapsalons;

- waswater afkomstig van privaatwoningen;

- water afkomstig van het reinigen van motorloze rijwielen en van bromfietsen;

- water afkomstig van het reinigen van minder dan 10 motorvoertuigen en van hun aanhangwagens per dag met uitsluiting van spoorwegvoertuigen;

- alsmede, in voorkomend geval, het regenwater;

b. afvalwater afkomstig van wasserijen waar wasmachines uitsluitend door de klanten worden gebruikt;

c. afvalwater afkomstig van fabrieken, werkplaatsen, opslagplaatsen en laboratoria die minder dan zeven personen tewerkstellen, behalve indien de overheid die voor de toekenning van de lozingsvergunning bevoegd is, oordeelt dat het afvalwater gevaarlijk is voor de rioleringen en/of voor de normale werking van een waterzuiveringsstation en/of voor het milieu waarin het wordt geloosd en dat het dus niet als ander water dan industrieel afvalwater kan gerangschikt worden.

Het industrieel afvalwater, zoals bepaald in artikel 1, 10°, van het voormeld decreet van 30 april 1990, is het ander afvalwater dan huishoudelijk afvalwater.

(3) Equivalent-inwoner : wordt geacht de door een individu voortgebrachte gemiddelde hoeveelheid verontreinigende stoffen te vertegenwoordigen.

- 2° wanneer de aansluitingen betrekking hebben op een woningcomplex waarvan het ander afvalwater dan industrieel afvalwater in eenzelfde installatie wordt behandeld :
 maximum aantal inwoners die er gelijktijdig wonen :
 hoeveelheid verontreinigende stoffen = maximum aantal inwoners =
 equivalenten-inwoners
 (in dit geval moet de verklaring op erewoord bovendien en aan het einde de identiteit, de functie, het adres en de handtekening van de verantwoordelijke van de installatie bevatten).
- 3° wanneer het een gebouw of een woningcomplex betreft dat in bijlage 2 van dit besluit wordt vermeld;
 betrokken rubriek :
 (wanneer het een fabriek of een werkplaats betreft, de aard van de activiteiten van de onderneming precies vermelden)
 - aard van de overeenstemmende eenheid (arbeider, leerling, bed, ...) :
 - aantal eenheden : ; overeenstemmende coëfficiënt :
 - hoeveelheid verontreinigende stoffen =
 aantal eenheden x overeenstemmende coëfficiënt x 1,15 = ... equivalenten-inwoners

II) Vet, lichte vloeistoffen, slib

Mag het niet-industrieel afvalwater de volgende stoffen bevatten ?
 (schrappen wat niet past) :

1° vet (keukenwater ...)	JA	NEE
2° lichte vloeistoffen (waswater afkomstig van het reinigen van voertuigen, garages, ... ; afvloeiend water op vuile oppervlakten indien JA, aard van de vloeistoffen :	JA	NEE
benzine, aardolie, mazoet	JA	NEE
smeerolie	JA	NEE
andere vloeistoffen (indien JA, de aard van die vloeistoffen vermelden)	JA	NEE
3° slib in suspensie	JA	NEE

III) Elementen van de installatie

De installatie bestaat uit volgende elementen :
 (schrappen wat niet past)

- bezinktank	JA	NEE
- septic tank (al water)	JA	NEE
(rioolwater)	JA	NEE
- anaërobe bacteriefilter	JA	NEE
- aërobe bacteriefilter	JA	NEE
- vetafscheider	JA	NEE
indien JA, met een inrichting voor het opvangen van slib	JA	NEE
- afscheider van lichte vloeistoffen	JA	NEE
met stroomopwaarts gelegen aparte slibafscheider	JA	NEE
met slibkamer inbegrepen	JA	NEE
- geïntegreerde installatie met vaste biomassa met bezinkingsinrichting	JA	NEE
biomassa in suspensie met bezinkingsinrichting	JA	NEE

IV) Beschrijving van de elementen van de installatie

- 1° Septic- of bezinktank > Nuttig volume (onder het watervlak) : liters
 - Waterhoogte : meters
- 2° Aërobe of anaërobe bacteriefilter
 - Nuttig volume van de filtreerinrichting : liters
 - Hoogte van de filtreerinrichting : meters
- 3° Vetafscheider
 - Wateroppervlakte in de afscheidingsafdeling :
 - Waarschijnlijk topdebiet : l/s
 (ter informatie, met ongeveer 2 l/s rekenen voor een gemiddelde woning)
 - Nuttig volume van de afscheidingsafdeling : liters
 (volume begrepen tussen de 2 meest verwijderde tussenwanden)
 - (in voorkomend geval) Volume van de stroomopwaarts gelegen
 slibafscheider : liters
- 4° Afscheider van lichte vloeistoffen
 - Wateroppervlakte in de afscheidingsafdeling : m2
 Topdebiet : l/s
 (alleen voor het afstromend water met 3 l/m2 . minuut rekenen)
 - Nuttig volume van de afscheidingsafdeling : liters
 - (in voorkomend geval) Wateroppervlakte van de aparte slibafscheider : ... m2
 Maximum hoogte van het slib in de afscheider : meters
 (wanneer een slibkamer bestaat)
- 5° Geïntegreerd station met vaste of zwevende biomassa
 - Technische beschrijving en afmetingen van de installatie

Vak B Alleen in geval van vereenvoudigde verklaring invullen

Ik heb vroeger al een terugbetaling van de belasting genoten op basis van de gunstige beslissing nr. van van het Bestuur.

De zuiveringsinstallatie, de aard, het debiet en de hoeveelheid verontreinigende stoffen van het gezuiverd water werden sinds de datum waarop de eerste aanvraag werd ingediend, niet gewijzigd.

Opgemaakt te, op

Handtekening

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater, gevoegd te worden.

De Minister-voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt

B. ANSELME

De minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Financiën, Begroting en Vervoer voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

Bijlage 2

HOOFDSTUK I. — Notie van equivalent-inwoner

De nuttige capaciteit van de zuiveringssystemen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater wordt bepaald op basis van het aantal equivalent-inwoners van de woning of van het complex woningen aangesloten op de zuiveringsinstallatie.

Ten einde te vereenvoudigen wordt zowel voor de ééngezinwoning als voor het complex woningen aangenomen dat de dagelijks voortgebrachte hoeveelheid verontreinigende stoffen uitgedrukt wordt door een aantal equivalenten-inwoners dat gelijk is aan het aantal bewoners.

Voor de andere gebouwen of complexen die uitsluitend huishoudelijk afvalwater produceren wordt het aantal equivalenten-inwoners als volgt berekend :

Gebouw of complex	Aantal equivalenteninwoners (E.H)
Fabriek, werkplaats	1 arbeider = 1/2 EI
Bureau	1 arbeider = 1/3 EI
School zonder baden, douche noch keuken (externaat) *	1 leerling = 1/10 EI
School met baden zonder keuken (externaat) *	1 leerling = 1/5 EI
School met baden en keuken (externaat) *	1 leerling = 1/3 EI
School met baden en keuken (internaat) *	1 leerling = 1 EI
Hotel, pensioen *	1 bed = 1 EI
Camping *	1 persoon (voorzien) = 1/2 EI
Kazerne, wooncamping *	1 persoon (voorzien) = 1 EI
Restaurant met normale capaciteit *	1 plaats = 1/3 EI
Restaurant waarvan elke plaats	
10 keer/dag	1 plaats = 3 EI
11 tot 14 keer/dag	1 plaats = 4 EI
15 tot 18 keer/dag	1 plaats = 5 EI
wordt bezet	
Theater, bioscoop, feestzaal *	1 plaats = 1/30 EI
Sportplein *	1 plaats = 1/20 EI

Voor de gebouwen of complexen voorzien van een asterisk moet het volgens de tabel berekend aantal EI met 1/2 EI per personeelslid tewerkgesteld in de instelling worden verhoogd.

In de berekening van de noodzakelijke nuttige capaciteit dient rekening te worden gehouden met een eventuele verhoging (forfaitair vastgesteld op 15 %) van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

HOOFDSTUK II

Dimensionering van de elementen van de zuiveringsinstallatie van ander afvalwater dan industrieel afvalwater

A) Bezinktank

De bezinktank bestaat uit een bezinkingsafdeling en uit een gistingafdeling.

De bezinkingsafdeling wordt afgebakend door de wand van de put en door twee schuine vlakken waarlangs de bezonken vaste stoffen in de gistingstank terechtkomen. Een afscheidingsinrichting belet de terugkeer van het vergiste slib en van het gas in de bezinkingsput.

Het nuttig vermogen van de bezinkingsafdeling bedraagt 25 liter/EI, met een minimum van 250 l, boven het horizontaal vlak dat in aanraking komt met de onderrib van de kortste schuine wand.

Het minimaal nuttig vermogen van de gistingafdeling bedraagt 100 l/EI, met een minimum van 750 l, onder het horizontaal vlak dat zich 0,10 m onder de onderrib van de langste hellende wand van de bezinkingsafdeling bevindt.

B) Septic tank

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen :

- de septic tank « sanitair water » die enkel afvalwater afkomstig van WC's en urinoirs opvangt;
- de septic tank « alle wateren » die al het ander water dan normaal industrieel water opvangt (was-, keukenwater, water afkomstig van het reinigen van lokalen + sanitair water).

De septic tank bestaat uit minstens 2 afdelingen, waarvan de eerste die afvalwater verzamelt, een volume heeft dat gelijk is aan 2/3 van het totale volume. Hij kan van drie afdelingen worden voorzien. Hun respectievelijke volumes evolueren dan in de verhouding 6-3-1.

De minimale hoogte onder het watervlak bedraagt 1 m. De vrije ruimte tussen dit watervlak en de bovenkant van de tank bedraagt ten minste 0,30 m.

Septic tank « sanitair water »

Het minimaal nuttig totaal vermogen (= onder het watervlak) van dit tank is gelijk aan :

- 300 l/EI voor een aantal EI begrepen tussen 1 en 10, met een minimum van 1500 l;

- 225 l/EI voor een aantal EI groter dan 10, met een minimum van 3000 l.

Septic tank « alle wateren »

Zijn minimaal nuttig totaal vermogen is gelijk aan :

- 600 l/EI voor een aantal EI begrepen tussen 1 en 10, met een minimum van 1500 l;

- 450 l/EI voor een aantal EI groter dan 10, met een minimum van 6000 l.

C) Aërobe bacteriefilter (« per descensum » waterstroming)

De aërobe bacteriefilter bestaat van boven naar beneden uit :

1° een inrichting bestemd om het te zuiveren water gelijkmatig over de hele oppervlakte van de filtreerinrichting te verspreiden;

2° een laag van contactmateriaal die bestaat uit inert aggregaat of uit synthetische elementen die zorgen voor een grote contactoppervlakte (filtreerinrichting);

3° een steunonderbouw van de hierboven vermelde laag zodanig ingericht dat het afvalwater vlot kan afvloeien en de lucht gemakkelijk langs onder kan binnendringen.

Het minimaal nuttig vermogen van de filtreerinrichting is gelijk aan :

- 100 l/EI, met een minimum van 1000 l wanneer het water afkomstig is van een septic tank « sanitair water » ;

- 150 l/EI, met een minimum van 1500 l wanneer het water afkomstig is van een septic tank « alle wateren » of van een bezinktank.

De minimale hoogte van de filtreerlaag bedraagt 1 m.

D) Anaërobe bacteriefilter (« per ascensum » waterstroming)

De anaërobe bacteriefilter bestaat van boven naar beneden uit :

1° een steunonderbouw van de filtreerinrichting zodanig ingericht dat het te zuiveren afvalwater terug naar boven kan komen;

2° een filtreerinrichting die bestaat uit grind- en splitlagen of uit synthetische elementen die een gelijkaardige functie waarnemen.

Het minimaal nuttig vermogen van de filtreerinrichting is gelijk aan :

- 150 l/EI, met een minimum van 600 l wanneer het water van een septic tank « rioolwater » afkomstig is;

- 250 l/EI, met een minimum van 1000 l wanneer het water van een septic tank « alle wateren » of een bezinktank afkomstig is.

De hoogte van de filtreerlaag bedraagt minimum 1 m.

E) Vetafscheider

De binnenkant van de vetafscheider bestaat uit drie loodrechte inerte tussenwanden P1, P2 en P3 die een chicane vormen en waarvan alleen de P2 tussenwand met de bodem van de afscheidingstank in aanraking komt. De vetstoffen worden aan de oppervlakte tegengehouden tussen de afneembare tussenwanden P1 en P3 die de afscheidingsafdeling afbakenen en minstens 0,10 m van de wanden van de afscheider verwijderd zijn. De afstand tussen die tussenwanden is groter dan de breedte van de afscheider. De oppervlakte van het water in de afscheidingsafdeling bedraagt minimum 0,25 m² per liter per seconde binnengebied. De wand P1, die het minst onder water staat, moet minimum 0,25 m ondergedompeld zijn.

De afscheidingsafdeling moet kunnen zorgen voor het vasthouden van het afvalwater gedurende minstens:

- 3 minuten voor een mogelijk topdebiet van 9 liters /sec;
- 4 minuten voor een mogelijk topdebiet van 10 tot 20 liters/sec;
- 5 minuten voor een mogelijk topdebiet van meer dan 20 liters/sec.

Het in liter uitgedrukt nuttig volume van de onder het watervlak gelegen afscheidingsafdeling wordt verkregen door het mogelijk topdebiet, uitgedrukt in liters/sec, te vermenigvuldigen met de in seconden uitgedrukte retentieduur met een minimum van 500 liter wanneer al het huishoudelijk afvalwater via de vetafscheider doorgevoerd wordt.

Indien het huishoudelijk afvalwater modderig of met zwaar afval geladen dreigt te zijn (dichtheid groter dan 1), moet een met een afneembare slijkammer uitgeruste slibafscheider geïnstalleerd worden.

Het nuttig vermogen van de slibafscheider is gelijk aan 200 l/s topdebiet met een minimum van 200 liter.

F) Afscheider voor lichte vloeistoffen (dichtheid kleiner dan 1)

De binnenkant van de afscheider voor lichte vloeistoffen bedraagt 2 duikende tussenwanden die de afscheidingsafdeling afbakenen en minstens 0,10 m van de wanden van de afscheider verwijderd zijn; de afstand tussen die tussenwanden is groter dan de breedte van de afscheider

De wateroppervlakte in de afscheidingsafdeling bedraagt 0,25 m² /l/sec van het afvalwatertopdebiet wanneer de lichte vloeistof uit benzine, aardolie of mazoet bestaat en 0,40 m² /l/sec wanneer hij uit smeerolie bestaat.

De afscheidingsafdeling moet het afvalwater minstens drie minuten kunnen vasthouden wanneer de lichte vloeistof uit benzine, aardolie of mazoet bestaat en 4 minuten wanneer zij uit smeerolie bestaat.

Het onder het watervlak gelegen en in liter uitgedrukt nuttig volume van de afscheidingsafdeling wordt verkregen door het in liter/seconde uitgedrukte topdebiet te vermenigvuldigen met de helft van de in seconden uitgedrukte retentieduur.

Het maximaal volume van lichte vloeistoffen begrepen tussen de onder water staande gedeelten van de duikende tussenwanden moet overeenstemmen met de op basis van de beschikbare gegevens geschatte inzameling van één maand.

De duikende tussenwand die het minst onder water staat moet minimum 0,20 m gedompeld zijn.

In geval het afvalwater slib in suspensie zou kunnen bevatten, dient men te zorgen voor een verdieping van de afscheider ten einde de slibafzetting gedurende één maand toe te laten zonder de werking van de afscheider te schaden, of een afzonderlijke slibafscheider stroom-opwaarts van deze afscheider te installeren. De specifieke oppervlakte van deze slibafscheider moet groter zijn dan 0,10 m² /l/s. Zijn diepte onder het watervlak moet eveneens de slibafzetting gedurende één maand mogelijk maken.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van andere afvalwater dan industrieel afvalwater.

De Minister-voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie,
KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van Financiën, Begroting en Vervoer voor het Waalse Gewest,
A. DALEM

F. 91 — 2442

[C — 27393]

13 JUN 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à la mutation du personnel au sein de chacun de ses services

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 31 janvier 1991 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu le protocole n° 50 du Comité de secteur n° XVI;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue du bon fonctionnement et d'une saine gestion des Services de l'Exécutif régional wallon, il s'indique de ne pas créer de discrimination outre ceux-ci et répondre sans délai aux demandes de mutation introduites par ses agents;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de la Fonction publique régionale,

Arrête :

Article 1er. La mutation est le passage d'un agent définitif d'un emploi du cadre à un autre emploi correspondant à son grade de ce même cadre et ce dans le respect du règlement organique.

Art. 2. Lorsqu'une demande de mutation a été formulée deux mois au moins avant la déclaration de vacance envisagée, tout emploi qui est sans titulaire est pourvu par mutation prioritairement à toute procédure de recrutement, de promotion ou de changement de grade.

Aucune demande de mutation ne peut être satisfaite si plus d'un tiers des emplois de la subdivision du cadre à laquelle appartient le demandeur ne sont pas occupés.

Art. 3. L'agent établit sa demande de mutation sur un formulaire conforme au modèle annexé au présent arrêté et la transmet au secrétaire général concerné, qui lui en accuse réception et en informe les supérieurs hiérarchiques concernés.